



Intégrisme islamiste et terrorisme : Solutions et illusions

Mars 2015

Intégrisme islamiste et terrorisme : Solutions et illusions

Mars 2015

Par Pr Alejo Vidal Quadras, président du Comité international pour la recherche de la justice (ISJ), vice président du Parlement européen de 1999 à 2014

Table des matières

L'intégrisme islamiste à notre époque

Le discernement et la solution du problème

La crise gagne le cœur de l'Europe

Caractéristiques et comportements

Le statut particulier de l'Iran : un cas d'école

Le caractère inédit de la situation actuelle (l'émergence d'Al-Qaïda et l'expansion de Daech)

Les relations entre l'Iran, Al-Qaïda et Daech

L'influence morale et l'inspiration

Une symbiose politique et stratégique

Les politiques sectaires de Téhéran ont pavé la voie à Daech

Iran, Al-Qaïda et leur dénominateur commun

L'approche de l'Occident dans la recherche d'une solution

Nouvelle erreur de jugement : miser sur le conflit chiite-sunnite

La bonne stratégie pour une solution durable

Annexe - 1

Rappel de deux faits historiques, tiré de l'ouvrage "*Islamic fundamentalism, the new global threat*" (Mohammad Mohadessine, 1997, éd. Seven Locks) :

Intégrisme islamiste et terrorisme : Solutions et illusions

L'intégrisme islamiste à notre époque

L'attaque des tours jumelles à New York le 11 septembre 2001, l'attentat contre un train à Madrid le 11 mars 2004, l'attentat dans le métro de Londres le 7 juillet 2005, l'attaque meurtrière contre Charlie Hebdo et l'assassinat de plusieurs clients dans un supermarché à Paris début 2015, des affrontements armés en Belgique en janvier 2015, l'attaque à Copenhague le 14 février 2015, des otages décapités et brûlés vifs par Daech, voilà autant de formes de terrorisme avec une racine commune: l'intégrisme islamiste et la justification d'atrocités au nom de l'Islam.

Cette liste ne comprend que des exemples récents. D'autres manifestations de ce fléau dans l'histoire récente comprennent également :

- l'attaque contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 ;
- l'attaque contre la tour Kobra, une base américaine en Arabie Saoudite, en juin 1996 ;
- l'attentat contre le centre culturel juif AMIA à Buenos Aires en 1994 ;
- les attentats à Paris durant l'été de 1986 ;
- les attaques suicides contre les ambassades américaines et françaises à Beyrouth le 20 septembre 1984 ;
- les attaques suicides contre les casernes des Marines américains et des forces françaises à Beyrouth le 23 octobre 1983 ;
- la prise d'otages de 52 diplomates américains pendant 444 jours à Téhéran en 1979 ;
- le trafic de 51 caisses de dynamite en Arabie Saoudite durant la cérémonie du pèlerinage 1986 et la fomentation de troubles qui ont causé la mort de 400 pèlerins ;
- l'assassinat d'opposants iraniens à l'étranger, notamment Abdolrahman Ghassemlou (secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) à Vienne le 13 juillet 1989, le Dr Kazem Radjavi (représentant du Conseil national de la Résistance iranienne) à Genève le 24 avril 1990; Chapour Bakhtiar (ancien premier ministre du chah) à Paris le 6 août 1991; Sadegh Charafkandi (secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan) à Berlin le 17 septembre 1992; Mohammad Hossein Naghdi (représentant du CNRI) à Rome le 16 mars 1993 et Mme Zahra Rajabi (envoyée spéciale du CNRI) à Istanbul le 19 février 1996.

Le discernement et la solution du problème

A notre époque, le terrorisme « sans précédent » émanant de l'intégrisme islamiste s'est transformé en « terrorisme sans frontières » qui ne souffre d'aucun scrupule pour atteindre ses objectifs. John Moore, ancien analyste politique et militaire au Département d'État américain estime qu' « avec des facilités accrues dans les transports transnationaux et les communications, ainsi que la disposition d'Etats tels que l'Iran et l'Irak à soutenir des idéologies déshumanisantes qui autorisent des attaques avec des pertes massives, le potentiel meurtrier de la violence terroriste a atteint des dimensions inédites. »¹

¹ 1 John Moore, ancien analyste au Département d'Etat et au Pentagone, PBS, Frontline, "The evolution of Islamic terrorism, an overview."

En résumé, le monde civilisé, avec toutes ses valeurs et acquis, fait face à un défi sans précédent et un péril gravissime. Si l'urgence du problème n'est pas en cause, une réponse appropriée s'avère pourtant pressant pour les responsables politiques.

Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une confrontation entre l'Occident et l'Islam avec ses plus de 1,5 milliard de fidèles. C'est la conception réactionnaire et violente de l'islam, avec ses visées politiques sous couvert de religion, qui est au centre du conflit. En effet, l'intégrisme est une idéologie mortifère dont les musulmans sont les premières victimes.

Toutefois, un sujet de désaccord majeur réside dans la difficulté que rencontrent les responsables occidentaux pour appréhender correctement ce défi, ses racines et ses causes. A fortiori pour proposer une solution appropriée, qui s'avère une tâche bien plus compliquée.

Au cours des récentes décennies, il y a eu une tendance à considérer ce problème comme secondaire, mais à chaque fois la crise a fait surface avec une intensité accrue. L'Occident doit cesser d'ajourner sans cesse le problème et ne se complaire qu'avec des mesures superficielles et sporadiques. Il est impératif d'apporter rapidement une solution appropriée et globale. Autant les études publiées et conférences organisées à ce propos par les États et les centres de réflexion sont nombreuses, autant aucune solution n'a été formulée avec certitude pour relever efficacement ce défi et avec le temps, la crise s'est exacerbée.

Ce document cherche à se pencher sur cette crise d'un angle nouveau et à faire valoir une stratégie adaptée pour combattre le fléau de l'intégrisme islamiste.

La crise gagne le cœur de l'Europe

Le phénomène du terrorisme islamiste, aux visées politiques, n'est pas nouveau et a une histoire séculaire. En effet l'histoire de l'Islam nous renseigne que le second et le quatrième successeur du Prophète Mohammad ont été victimes d'assassinats. Mais à présent, le monde fait face à un genre nouveau et envahissant de terrorisme sous couvert de l'islam. La prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeiny en Iran en 1979 et l'établissement de la première théocratie musulmane du monde contemporain a été un déclencheur déterminant dans l'apparition de ce phénomène.

Son caractère particulier fait que nous n'avons plus simplement affaire à un défi géopolitique qui menace le Moyen-Orient. En effet, ces dernières années nous avons été témoins de l'extension géographique de la violence extrémiste au cœur de l'Europe². L'inaction devant le massacre de plus de 250 000 Syriens³ n'a pas fait que plonger ce pays dans la destruction et la désolation, et ses flammes gagnent aujourd'hui le reste du monde, de l'Iran à l'Irak, de la Syrie au Liban, de la Palestine au Yémen, pour atteindre nos banlieues.

Il faut reconnaître qu'avec l'expansion des communications et à l'âge d'Internet, ces développements affectent directement nos sociétés. Le nombre d'Occidentaux partis se battre dans les rangs de Daech et d'autres groupes terroristes rappelle que nous ne sommes plus face à un défi géopolitique, mais à des menaces qui mettent en péril la sécurité du monde dans son ensemble. Selon un rapport du 26 janvier 2015 publié conjointement par le Centre londonien d'études sur la radicalisation et l'Université de

² Ibid. Selon l'analyse de John Moore : « Depuis 1989, la tendance de plus en plus marquée des extrémismes religieux d'attaquer des cibles à l'étranger ou dans les zones régionales, illustre le caractère global du terrorisme contemporain. Les attaques de 1993 contre le World Trade Center et du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone sont représentatives de cette tendance. »

³ Valerie Ann Amos, Secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les affaires humanitaires, a estimé, au cours d'un briefing au Conseil de sécurité le 15 décembre 2014 que le nombre des pertes humaines atteignait les 200 000, un nombre dépassé depuis.

Pennsylvanie, quelque 4000 Européens et 100 Américains se seraient rendu en Syrie et en Irak pour rallier les forces intégristes.⁴

Avec ses dimensions politiques et sociologiques inédites, ce problème ne peut trouver de solution dans le simple usage de la force ou la mobilisation des appareils de renseignement. D'autant plus que dans le contexte actuel, ce qui rend la question encore plus compliquée pour la communauté internationale, c'est la manière d'établir un équilibre approprié entre des mesures sécuritaires et la garantie des libertés au cœur des sociétés démocratiques.

Dans le conflit entre le monde moderne et le fondamentalisme islamiste, il est crucial d'appréhender correctement ce phénomène et les facteurs qui le renforcent. Sommes-nous en face d'un « choc des civilisations⁵ », comme l'évoque le célèbre professeur de Harvard, Samuel Huntington en 1992 ? Ou avons-nous affaire à une bataille rangée entre les musulmans et les autres religions sur le modèle d'une « croisade » des temps modernes ? Est-ce un conflit insoluble entre sunnites et chiites ? Une confrontation entre forces réactionnaires et progressistes comme l'a décrit le spécialiste de l'islam Bernard Lewis, universitaire américano-britannique⁶ ? Ou bien est-ce le résultat d'un conflit direct, ou par groupes interposés, entre des États au Moyen-Orient ?

La présente étude se focalisera sur les racines historiques du problème, les éléments sociologiques qui ont mené à la prolongation de ce phénomène, les politiques internationales qui ont contribué à son expansion, sa nature, ses caractéristiques, ainsi que sa contradiction profonde avec l'islam.

Une chose cependant est claire : l'attitude dont nous avons été témoins ces dernières années, a pertinemment amené beaucoup d'observateurs à conclure que les méthodes adoptées à ce jour n'ont pas été à la hauteur de la situation, et même ont eu souvent l'effet inverse. Le temps ne joue pas en notre faveur, à moins d'entreprendre une révision profonde de notre politique et d'adopter une stratégie globale face à cette force destructrice.

Caractéristiques et comportements

L'objectif déclaré de l'intégrisme islamiste consiste à imposer la charia par la force : c'est le dénominateur commun à tous les courants islamistes, des mollahs chiites en Iran, aux califats de Daech et d'Al-Qaïda dans d'autres régions.

Il convient de rappeler que c'est l'ayatollah Khomeiny, le fondateur du principe du « pouvoir absolu du guide suprême » (Velayat-e-Faghih), qui a usé pour la première fois le terme de "**califat islamique**" ou "**calife musulman**" pour décrire le pouvoir islamiste qu'il comptait édifier en Iran. Outre leur objectif commun, les fondamentalistes chiites et sunnites partagent les mêmes particularités :

- **Perpétuer l'agression** : Le recours à la force brute et au crime contre l'humanité est au centre de la pratique islamiste. Cette force ne survit que par l'agression et ne trouve de perspective d'avenir que dans la violence à outrance. Cela ne doit pas être vu comme un signe de puissance, mais comme un signe de faiblesse de cette entité qui peine à répondre aux demandes de la société moderne. Au regard de la théocratie iranienne, la tactique de l'agression continue vise à couvrir l'isolation sociale et l'absence de légitimité politique et morale. Elle résulte de la contradiction profonde entre la théocratie iranienne et les revendications d'une population moderne, mais désabusée.

⁴ Centre international pour l'étude de la radicalisation et de la violence politique, un projet du King's College de Londres, de l'Institut jordanien de diplomatie, de l'université de Pennsylvanie, de l'université de Georgetown et du centre interdisciplinaires en Israël, <http://icsr.info/2015/01/foreign-fighter-total-syriairaq-now-exceeds-20000-surpasses-afghanistan-conflict-1980s/>

⁵ Samuel Huntington, "The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order", 1996.

⁶ Bernard Lewis, "The Roots of Muslim Rage", The Atlantic, 1er septembre 1990.

- **Une guerre cardinale** : L'intégrisme islamiste voit cette bataille comme celle qui va déterminer son destin. En effet, que ce soit le recours au massacre de 30 000 prisonniers politiques en 1988 ou au vitriolage des femmes en Iran, les décapitations des otages occidentaux en Syrie, le déplacement forcé des chrétiens, le nettoyage ethnique perpétré par les milices chiïtes en Irak et le massacre de journalistes en France, l'intégrisme islamiste pratique le crime avec aucun scrupule et ne connaît pas d'hésitation dans son assaut diabolique. Il ne s'embarrasse d'aucune pause ni de modération, une attitude contraire à sa raison d'être. Jusqu'à son dernier souffle, il poursuivra son élan destructeur.
- **Aucune limite géographique** : Les promoteurs du califat islamiste voient sa réalisation comme une prophétie et rejettent toute frontière politique ou géographique. Ils se prétendent investis d'une mission djihadiste pour la conquête du globe.
- **Une cruauté viscérale** : Aucune ligne rouge éthique et morale n'arrête cette force déchaînée : qu'il s'agisse de brûler vif les prisonniers, d'intenter aux sites sacrés, de massacrer les pèlerins, de pratiquer des pendaisons collectives à des grues, d'assassiner des écoliers au Pakistan ou d'incendier une ville entière au Nigeria. À ce propos, Bernard Lewis estime que « *durant la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique possédaient l'arme nucléaire mais savaient fort bien que personne n'en ferait usage (...) Or les mollahs sont des religieux fanatisés et animés d'une vision apocalyptique du monde* ». ⁷
- **La misogynie** : la misogynie est la marque de fabrique de l'intégrisme islamiste : Daech contraint les femmes à l'esclavage, Boko Haram kidnappe les lycéennes et en fait des butins de guerre, les mollahs institutionnalisent la misogynie, etc. Autant de pratiques qui illustrent l'animosité viscérale des fondamentalistes à l'égard des femmes.
- **Imposture et démagogie** : le recours à l'imposture et la diffamation à l'encontre des opposants est une autre caractéristique des intégristes, pour qui la fin justifie les moyens.

Le statut particulier de l'Iran : un cas d'école

Le cas du régime iranien est très significatif. Nous savons que l'intégrisme islamiste contemporain a vu le jour avec l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny en 1979 en Iran après le renversement du chah, un dictateur soutenu par les États-Unis. L'Iran est ainsi devenu le premier État intégriste islamiste au monde. C'était en soi important, mais les spécificités de l'Iran ont rendu ce développement encore plus significatif.

En effet, l'Iran est le pays le plus peuplé de la région, il a des frontières avec six pays musulmans, il est fort de son influence avec le contrôle stratégique du détroit d'Hormoz, du Golfe persique, de la mer d'Oman et possède de gigantesques ressources de gaz et de pétrole.

Or, l'influence de l'Iran sur les sociétés musulmanes est bien plus grande que ses pouvoirs substantiels. Au cours des siècles passés, les scientifiques et universitaires iraniens ont eu un immense impact sur le développement et la culture en terre d'Islam.

Selon l'ouvrage "**L'intégrisme islamique, la nouvelle menace mondiale**" (Edition : Seven Locks Press, Washington DC, 1993) : « *Malgré leur défaite (face aux Arabes qui ont envahi l'Iran), les Iraniens ont affiché une résilience remarquable. Ils ont utilisé la religion nouvellement fondée pour façonner et formuler la culture et la civilisation islamiques et faire progresser les idéaux du prophète Mahomet et du*

⁷ Bernard Lewis, interview avec le Wall Street Journal, "The Tyrannies Are Doomed," le 2 avril 2011.

Coran. Les Iraniens ont écrit les quatre livres chiites majeur de Hadiths, considérés comme la principale source des traditions du Prophète, après le Coran et le Nahj-ol Balagheh. Les six ouvrages de référence de Hadiths dans le sunnisme ont également été écrits par des Iraniens. »

C'est le monde islamique qui a ouvert la voie en philosophie, logique, mathématiques, médecine, astronomie, chimie et autres sciences de l'époque. Et dans le monde islamique, l'Iran a souvent été à l'avant-garde. Parmi les contributeurs iraniens à la quête du savoir, figurent des scientifiques comme Avicenne (Ibn Sina, 980-1037) médecin et philosophe de renom dont les livres ont été enseignés dans les universités occidentales ; Fakhr-e Razi, un philosophe du XIIe siècle de Ray (un secteur du sud de l'actuel Téhéran) ; et Zakariya-ye Razi, le célèbre chimiste du XVe siècle et mathématicien. »⁸.

L'impact et la conséquence directe de la formation d'un régime intégriste dans un pays aussi important que l'Iran, avec une position inégalée dans le monde islamique, ont permis à Téhéran de devenir le parrain spirituel, politique et stratégique de tous les islamistes du monde, malgré leurs divergences. La simple installation d'une théocratie dans un pays aussi déterminant que l'Iran a fourni aux groupes intégristes islamistes - auparavant marginalisés et sans vue sur le pouvoir politique- la capacité et la perspective d'émerger comme une force politique destructrice cherchant à s'élever à n'importe quel prix en un État politique.

Selon Jonathan Schanzer, un analyste de la lutte contre le terrorisme pour le Bureau du renseignement et de l'analyse au Département du Trésor américain : « *En 1979, l'Iran est devenu la première république islamique moderne, quand l'ayatollah Rouhollah Khomeiny a renversé le régime laïc de l'Iran pour établir un nouvel ordre dans lequel la charia est devenue la loi. Soudain, l'islamisme n'était plus une idéologie de mouvements. Il avait inspiré un État.* »⁹

La politique systématique de Téhéran, avec l'utilisation active de groupes inféodés, a considérablement accéléré ce processus. Une situation similaire à la position de Moscou dans la seconde moitié du 20e siècle, soutenant les mouvements et les États communistes dans le monde. Cependant, avec la chute de l'Union soviétique, tous ces États et mouvements ont reçu un coup fatal et se sont retrouvés isolés.

Dès le début, le régime de Téhéran s'est fondé sur deux piliers, à savoir la répression interne et l'exportation du terrorisme et des croyances religieuses réactionnaires à l'étranger. Les ayatollahs au pouvoir en Iran jouissaient à l'époque d'une capacité politique et religieuse considérable. Par conséquent, ils ont cherché à devenir l'épicentre de l'islamisme dans le monde musulman. Les mollahs ont ouvertement décrit leur régime comme « la matrice » du monde musulman.

En effet, Téhéran appelle à un « État islamique mondiale » à la fois dans sa Constitution et dans d'autres textes. Khomeiny, le fondateur du régime, et Ali Khamenei, le guide suprême actuel, se sont ouvertement considérés comme les dirigeants des musulmans du monde entier, et pas seulement des chiites.

⁸ Mohammad Mohaddessine, "Islamic Fundamentalism, the New Global Threat", Seven Locks Press, Washington, DC, 1993.

⁹ Jonathan Schanzer, "At war with whom? A short history of radical Islam", Middle East Forum, printemps 2002.

- **La constitution du régime iranien déclare :** « *La Constitution, compte tenu des caractéristiques islamiques de la révolution iranienne - étant un mouvement pour la victoire de tous les déshérités sur les dictateurs - fournit les motifs de la croissance de cette révolution à l'intérieur du pays et à l'étranger ; en particulier dans le développement des relations internationales. Elle s'efforce, avec d'autres mouvements populaires et islamiques, de paver la voie à l'établissement d'un peuple unifié à travers le monde, et de continuer la lutte pour sauver les nations défavorisées et celles victimes de cruauté dans le monde entier. »*

Elle poursuit en disant que « *l'armée de la République islamique et les gardiens de la révolution sont établis en conformité avec l'objectif mentionné ci-dessus, et non seulement pour protéger les frontières, mais aussi avec la mission de mener le djihad dans la voie de Dieu et la lutte pour étendre l'État de loi divine dans le monde ».*

- Dans la Constitution des mollahs, l'exportation de l'intégrisme sous prétexte de « *soutien infaillible aux peuples déshérités du monde* » ou d' « *unité du monde islamique* » est soulignée dans les principes 3, 11 et 154. Le principe 11 stipule : « *Tous les musulmans forment une nation et le gouvernement de la République islamique d'Iran est obligé de fonder sa politique générale sur la base de la coalition et de l'union des nations islamiques, et de placer tous ses efforts pour réaliser l'unité politique, économique et culturelle du monde musulman. »*

- Dans son testament, Khomeiny a appelé au renversement de tous les pouvoirs des pays musulmans et l'expulsion de leurs dirigeants. Il a encouragé les musulmans à « *tous se rallier sous l'honorable drapeau de l'islam, et à se dresser contre les ennemis de l'islam et pour les déshérités du monde. Il faut avancer vers un État islamique avec des républiques libres et indépendantes ».*

L'exportation du terrorisme et de l'intégrisme comme outil de gouvernance est utilisée activement et sans relâche dans diverses méthodes par Téhéran depuis plus de trois décennies. Cette approche terroriste s'est développée de manière à couvrir de nombreux pays et se manifeste dans les crimes perpétrés par Téhéran et ses agents en Syrie, en Irak, au Liban, etc. En accord avec ces mesures, Téhéran a prolongé la guerre Iran-Irak, pendant huit ans, sous la bannière de la conquête de Qods (Jérusalem) via Karbala. Ce n'était pas juste un slogan, mais une politique globale qui a continué sous d'autres formes après la défaite de l'Iran dans la guerre en 1988.

Dans son ouvrage, « *L'intégrisme islamique, la nouvelle menace mondiale* », Mohammad Mohadessine, président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national de la Résistance iranienne, l'opposition démocratique, a exposé le péril de ce phénomène et en particulier sa soif d'expansionnisme. Après la chute de l'Union soviétique et la formation d'un nouvel ordre mondiale, de nombreux responsables occidentaux, en particulier à Washington, ont tenté de minimiser l'importance de cette menace et ont notamment pointé sur l'existence d'islamistes « modérés » avec lesquels on pourrait parvenir à des accords et à coexister.

Dans ce livre, qui n'a pas suscité suffisamment d'attention et de réactions à l'époque en raison de la politique de complaisance à l'égard de Téhéran, Mohadessine - lui-même fils d'un ayatollah de renom à

Qom, centre religieux de l'Iran - décrit clairement comment le régime des mollahs est fondée sur les deux piliers de répression à l'intérieur et d'exportation de « la révolution islamique » à l'étranger. En effet, à la suite de sa défaite dans la guerre avec l'Irak (1980-1988), pour combler le vide de ce revers majeur et amener l'Irak sous sa coupe, Téhéran a commencé à répandre sa recette d'intégrisme islamiste dans le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale, jusqu'en Afrique du Nord. L'Iran a littéralement organisé tous ses organes de gouvernement pour mener à bien la répression interne et le terrorisme à l'étranger.¹⁰

Après les attentats du 11 septembre, la menace grave et imminente posée par l'intégrisme islamiste est apparue au grand jour, celle contre laquelle la Résistance iranienne n'avait cessé d'alerter. Malheureusement, le monde l'a négligée jusqu'à ce jour.

Ce qui rend le rôle de Téhéran plus important, c'est que pendant toutes ces décennies, il a mis en place des organisations et des institutions chargées de l'exportation et de la promotion de l'islamisme sous différentes formes. La question importante à cet égard est le fait que, conformément à ces mesures, même si Téhéran est une théocratie fondée sur les croyances chiites, il poursuit très sérieusement sa stratégie et ne se limite pas aux frontières sunnites-chiites. Contrairement aux impressions simplistes de certains observateurs occidentaux. Téhéran dispose d'organes spécifiques pour influencer et recruter des groupes et des personnalités chiites, ainsi que des organes spécifiques pour influencer et recruter des groupes et personnalités sunnites.

Sur la base de renseignements crédibles, la section des Relations internationales de l'office de Khamenei est le principal organisme qui s'occupe de la mobilisation intégriste chez les chiites et sunnites dans le monde.¹¹

Le «Forum mondial pour le rapprochement des écoles de pensées islamiques»¹² est un organisme axé sur le ralliement des sunnites sous la bannière du régime.

L'Assemblée mondiale d'Ahl Al-Bayt¹³ est responsable pour recruter et utiliser des chiites dans divers pays.

Les deux organes jouissent de budgets colossaux pour réaliser leurs objectifs. Au fil des ans, Téhéran a joué de manière systématique cette stratégie qu'il a institutionnalisée pour instaurer un califat islamique, avec son cœur battant à Téhéran. Toutes les questions relatives à la réalisation de cet objectif ont été déterminées et finalisées au plus haut niveau, à savoir par le guide suprême Khamenei.

Le bureau spécial de Khamenei (également connu sous le nom d'office des opérations spéciales), présidé par le mollah Mohammad Hedjazi, est le principal organe derrière le terrorisme et l'intégrisme. Sa direction est composée du commandant de la Force Qods, du ministre du Renseignement et du chef de l'organisation du Renseignement des pasdarans.¹⁴

¹⁰ Mohammad Mohaddessine, "Islamic Fundamentalism, The New Global Threat", Seven Locks Press, Washington, DC, 1993.

¹¹ Sur la base d'une information obtenue par le Conseil national de la Résistance iranienne à l'intérieur du régime iranien.

¹² www.Taghrib.ir

¹³ www.ahl-ul-bayt.org

¹⁴ Selon un rapport obtenu par le Conseil national de la Résistance iranienne au sein du régime iranien.

La Force Qods, instaurée il y a un quart de siècle comme le bras armé extraterritorial des pasdaran¹⁵, a été le principal outil de la politique d'exportation de l'intégrisme, avec neuf branches, chacune ciblant un pays ou une région spécifique. La Force Qods a un siège spécifique pour différents pays stratégiquement importants, notamment l'Irak, le Liban, l'Afghanistan, la Syrie et le Yémen. Elle mène ses activités dans ces pays publiquement, et dans certains cas sous la couverture de diverses entités.

Cette force, commandée par le général **Ghassem Soleimani**, est chargée de guider et de diriger la guerre répressive contre le peuple syrien, qui a conduit au massacre de plus de 250 000 citoyens pour maintenir Bachar Assad au pouvoir. En outre, en envoyant, des troupes, des officiers, des armes et une aide financière de 1 à 2 milliards de dollars par mois, Téhéran a fourni un soutien crucial pour poursuivre la guerre civile dans ce pays, et en tant que tel, il a ouvert la voie à l'émergence de Daech.¹⁶

Par ailleurs, en Irak, les milices qui commettent des crimes contre l'humanité, parfois pires que Daech, sont toutes sous le commandement de la Force Qods et de Ghassem Soleimani. Ces derniers mois, Téhéran a mis de côté son secret sur Ghassem Soleimani, laissant largement connaître sa présence en Irak dans ses informations officielles.

Selon un rapport de Human Rights Watch, du 29 janvier 2015, « un survivant d'une attaque contre une mosquée sunnite dans la province orientale de Diyala en août a affirmé que les membres de (la milice chiite) Assa'eb Ahl al-Haqq sont entrés dans la mosquée pendant la prière du vendredi, ont abattu l'imam par balles, puis ont ouvert le feu sur les fidèles, tuant au moins 70 personnes. »¹⁷

Selon Human Rights Watch, « les exactions commises par les milices alliées aux forces de sécurité irakiennes dans les zones sunnites se sont multipliées ces derniers mois. Les habitants ont été forcés de quitter leur foyer, ont été kidnappés et dans certains cas exécutés sommairement. Au moins 3000 personnes ont fui leurs maisons dans le secteur de Muqyadiyya dans la province de Diyala depuis juin 2014 et, depuis octobre, ils ont été empêchés d'y retourner. En plus des événements documentés ici, Human Rights Watch mène une enquête sur des allégations plus récentes affirmant que la milice et le SWAT ont tué 72 civils dans la ville de Barwana, elle aussi dans le secteur de Muqyadiyya. »¹⁸

- **Le Hezbollah libanais**, fondé par Téhéran, est affilié à la Force Qods. Toutes ses affaires, y compris le financement et la politique, sont personnellement supervisées par Khamenei.

- **Les Houthis au Yémen** sont également guidés par Téhéran et leur bellicisme a poussé le pays à la guerre civile et l'instauration d'un pouvoir sectaire à Sanaa avec les armes et l'aide des pasdaran iraniens.

¹⁵ « L'intégrisme islamiste, la nouvelle menace mondiale » est le livre où Mohaddessine révèle pour la première fois l'existence de la Force Qods, conçue comme une « armée islamique internationale » en 1990 avec la participation des commandants et des cadres les plus expérimentés des Gardiens de la révolution (Pasdaran).

¹⁶ Le Dr. Nazir Hakim, secrétaire politique de la coalition syrienne, a révélé en janvier 2015 que le régime iranien a fourni plus de 32 milliards de dollars d'aide au régime d'Assad ces trois dernières années.

¹⁷ Human Rights watch, world Report 2015, les événements d'Irak en 2014.

¹⁸ Human Rights Watch, "Iraq: Militias Escalate Abuses, Possibly War Crimes, Killings, Kidnappings, Forced Evictions", 15 février 2015.

En plus de la Force Qods, du Forum mondial pour le rapprochement des écoles de pensées islamiques et de « l'Assemblée mondiale Ah Al-Bayt », des dizaines d'autres organes du régime iranien sont impliqués dans la poursuite de cet objectif. Ces organes sont les suivants :

- Le Comité d'aide de l'Imam : actif dans les pays musulmans pour fournir de l'aide aux personnes et aux groupes pouvant être recrutés pour la Force Qods.
- La Fondation Shaheed (martyr) recrute des troupes pour la Force Qods en fournissant une aide financière aux familles des personnes tuées dans les pays où la Force Qods est active.
- L'association Al-Mostafa accepte les étudiants de divers pays qui étudient la religion dans la ville sainte de Qom, leur dispense une formation et enfin les renvoie dans leur pays pour faire de la propagande et recueillir des soutiens en faveur de l'intégrisme.

Maryam Radjavi, présidente-élue du CNRI, a déclaré le 26 janvier 2015 dans un discours prononcé lors d'une réunion à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg : « Ces trois dernières décennies, le régime du guide suprême a tout fait pour combler le gouffre historique profond qui existe entre le 20^e et 21^e siècle d'une part, et le Moyen-âge et le régime des mollahs de l'autre. Il l'a essayé par le biais des potences, de l'exportation de l'idéologie réactionnaire et du terrorisme. Malgré tout, le régime n'a pas réussi à atteindre la stabilité. »¹⁹ Selon la dirigeante de l'opposition iranienne, l'objectif des mollahs en exportant la guerre et le terrorisme sous la bannière de l'islam au-delà des frontières iraniennes est de préserver leur pouvoir à Téhéran.²⁰

Pour comprendre la véritable intention derrière l'ingérence croissante et plus manifeste de l'Iran dans les pays régionaux, il faut regarder le discours prononcé le 29 décembre 2014 par **Ali Shamkhani**, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale (la plus haute instance décisionnelle sur les questions relatives à la sécurité nationale) et ancien ministre de la Défense. Ses déclarations ont été faites à l'occasion de l'enterrement du général de brigade des pasdarans Hamid Taghavi, un des plus hauts commandants de la Force Qods tué en Irak. **Shamkhani a déclaré**: «*Les malades qui propagent des rumeurs nous demandent quelle est la relation entre Samar (en Syrie) et Taghavi et pourquoi nous intervenons en Irak ou en Syrie. La réponse à cette question est claire. Si [nos commandants] ne sacrifient pas leur sang en Irak, alors notre sang sera versé à Téhéran, à Chiraz et Ispahan.*» Chamkhani a souligné : «*Pour éviter de verser notre sang à Téhéran, nous devons sacrifier notre sang en Irak et défendre ce pays.* »²¹

Auparavant, le **mollah Mehdi Taeb**, un confident de Khamenei et chef de la base Ammar avait déclaré lors d'un rassemblement des membres de la milice du Bassidj le 14 février 2013 : «*La Syrie est notre 35e province et une province stratégique pour nous. Si l'ennemi nous attaque et tente de prendre la Syrie ou le Khouzistan, notre priorité sera de préserver la Syrie, parce que si nous préservons la Syrie nous pourrions*

¹⁹ Intervention de Maryam Radjavi à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 26 janvier 2015.

²⁰ Ibid.

²¹ Agence de presse officielle iranienne Fars, 29 décembre 2014.

reprendre le Khouzistan. Mais si nous perdons la Syrie, nous ne serons même pas en mesure de garder Téhéran. »²²

Le caractère inédit de la situation actuelle (l'émergence d'Al-Qaïda et l'expansion de Daech)

La crise de l'islamisme et du terrorisme ces dernières années a changé de visage en deux périodes. Les années 1990 et le début du nouveau millénaire ont vu l'apparition d'Al-Qaïda. Selon l'analyse du Council of Foreign relations, ce groupe a été fondé aux alentours de 1988 au Pakistan et la prise du pouvoir des talibans en Afghanistan, il a transféré son quartier général dans ce pays²³. Les activités de ce groupe, avec sa vision sunnite intégriste, a atteint son apogée dans la première décennie du 21^e siècle.

La création et le développement de l'État islamique en Irak et au Levant (Daech) a été le nouvel événement de ces dernières années dans la mouvance intégriste. Ce groupe, avec sa conception sunnite très archaïque, trouve ses origines dans une branche d'Al-Qaïda en Irak, dirigée par un certain Abou-Mussab Al-Zarqaoui²⁴. La mort d' Al-Zarqaoui et la création d'un front de sursaut dirigé par des sunnites irakiens modérés, a asséné un coup dur à ce groupe. Plus tard dans son évolution, il a changé de nom pour devenir « l'État islamique en Irak ». Avec l'évolution de la guerre civile en Syrie, il s'est ensuite installé dans ce pays en ajoutant « Syrie » à son appellation. La prolongation de la crise dans ce pays a conduit à la consolidation des bases de Daech²⁵.

Ensuite, Daech a très habilement exploitée le mécontentement justifié des sunnites en Irak, provoqué par la politique sectaire de l'ex-premier ministre Nouri Maliki, pour renforcer sa position en Irak. L'occupation de Mossoul, la deuxième grande ville d'Irak avec 1 million d'habitants, a été un choc majeur pour la communauté internationale et un tournant pour Daech. Le 29 juin 2014 ce groupe a annoncé la création d'un califat islamique sur de larges territoires en Irak et en Syrie.²⁶ Aboubakr Al-Bagdadi s'est autoproclamé calife de cet État intégriste. La barbarie de Daech et sa violence vicieuse, avec le massacre des prisonniers, la décapitation des Occidentaux, l'immolation des otages, etc. ont été méticuleusement mises en scène pour semer l'effroi dans le monde.

Les relations entre l'Iran, Al-Qaïda et Daech

Pour appréhender ce phénomène complexe et articuler une politique appropriée, il est impératif de saisir correctement la relation qui existe entre le régime iranien et ces groupes.

Est-ce qu'il y a effectivement une quelconque relation entre ces entités ? Quel est le rôle de Téhéran, en tant que premier État intégriste au monde, avec ces groupes ? Est-ce que ces deux courants, l'un inspiré par le chiisme et l'autre par le sunnisme, sont véritablement des adversaires qui se livrent bataille ?

²² Akharinnews.com, 14 février 2013.

²³ Council on Foreign Relations, backgrounder on al-Qaeda, 6 juin 2012.

²⁴ CNN, Tim Lister, “ Daech : le premier groupe terroriste à établir un État islamique ?”, 13 juin 2014.

²⁵ Brookings Institute, “Profiling the Islamic State”, Charles Lister, 13 novembre 2014.

²⁶ Ibid.

S'il est évident qu'il ne faut pas confondre Daech avec le Hezbollah libanais ou les milices chiites en Irak, qui reçoivent leurs ordres directement de Téhéran, cela ne signifie pourtant pas que Téhéran n'a pas eu de rôle dans la création et n'entretient pas de relations avec ces groupes (sunnites). Le rôle de Téhéran dans ce domaine est à plusieurs égards bien plus complexes que ce qu'il paraît à prime abord.

L'influence morale et l'inspiration

Au-delà de tout lien politique et matériel entre ce genre de groupes et le régime iranien, ce qui a une importance significative c'est la présence d'un État intégriste, en l'occurrence l'Iran, comme modèle et source d'inspiration pour la création des groupes et cellules fondamentalistes à travers le monde. Sans l'existence d'un tel « État fondateur », il n'y aurait pas l'environnement mental, idéologique et politique propice à la naissance et au développement de ces groupes.

Il est vrai que **l'Islam chiite et l'Islam sunnite** diffèrent dans leur conception des enseignements de l'islam. Or, les pratiques menées au nom des deux modèles intégriste sont fondamentalement identiques. Comme cela a été expliqué plus haut, les fondamentalistes, tant chiites que sunnites, sont en faveur de la misogynie et la discrimination religieuse et recourent à la force pour imposer leur vues contraires aux enseignements explicites du Coran. Tous les deux préconisent, au nom de l'islam, des châtiments inhumains et cherchent à établir un califat réactionnaire, la pire forme de dictature qui soit.

L'un décrit l'État modèle comme celui du **Velayat-é-Faghhih**, le pouvoir absolu d'un guide suprême religieux ; l'autre réclame un califat dirigé par **un calife**. Il est bon de savoir qu'il y a trois décennies, **l'ayatollah Khomeiny** a clairement mentionné le rôle du calife dans un discours : « *Nous voulons un calife qui coupe les mains, qui flagelle et qui lapide.* »²⁷

Une symbiose politique et stratégique

D'un point de vue politique et stratégique, la confrontation de l'Occident avec les groupes extrémistes (sunnites et chiites) est une bénédiction du ciel pour Téhéran, car selon Ali Khamenei, cela va à la fois affaiblir le principal ennemi, les Etats-Unis, et occuper les groupes "Takfiri" (salafistes) que Khamenei considère comme des éléments séditionnels.

Le régime iranien et les groupes extrémistes sunnites tels que Daech, en dépit de leurs différents, ont beaucoup de points commun. Leur dénominateur commun le plus important c'est leur animosité envers l'Occident et les pays arabes. À cet égard, le conflit du régime iranien avec Daech et Al-Qaïda a toujours été considéré comme secondaire.

Le 7 juin 2014, quelque 60 heures avant la chute de Mossoul, **Khamenei** a déclaré dans un discours : « *L'Amérique est le principal ennemi et les takfiri sont la sédition* ». Dans la terminologie des mollahs, la sédition fait référence à l'opposition au principe du Guide suprême.

Le quotidien arabe Al-Charq Al-Awsat rapportait le 13 mai 2014 les propos du porte-parole de Daech, Abu Mohammed Al-Adnani²⁸ : « *L'État islamique reste loyal et obligé par les instructions et les directives des cheikhs et des figures du djihad. C'est pourquoi l'État islamique n'a pas attaqué les hérétiques en Iran,*

²⁷ Téhéran, quotidien Ettelaat, 8 février 1983.

²⁸ Le quotidien Asharq Al-Awsat, Londres, 13 mai 2014.

les laissant en sécurité, et a taché de contrôler la colère de ses soldats. Ceci alors qu'il avait la force de transformer l'Iran en un bain de sang. Durant toutes ces années, ils ont eu à contrôler leur colère et à endurer les insultes qui disaient qu'ils sont des mercenaires. Ils ne les ont pas ciblés et ils ont permis aux hérétiques en Iran de bénéficier de la sécurité. C'était la retenue d'Al-Qaïda pour protéger ses intérêts et sa ligne logistique en Iran. »

Ceci reflète le type d'alliance tacite qui existe entre Daech et Al-Qaïda d'une part, et le régime iranien d'autre part. Même s'il est indéniable qu'en Irak, Daech et le régime iranien sont en conflit dans divers domaines, en exagérant ce conflit, le régime iranien cherche à se présenter comme un allié de l'Occident contre Daech. Tandis que son principal objectif consiste à étendre sa sphère d'influence en Irak.

À cet égard, les propos le 6 janvier 2015 du **général Ahmadreza Pourdastan**, un commandant de la Force Qods des Pasdaran, sont révélateurs. Il a déclaré que si les forces de Daech pénétraient dans la zone tampon de 40 km près de la frontière irano-irakienne, *« et dépassaient la ligne rouge, elles seraient confrontées à une réaction résolue des forces armées de la République islamique d'Iran (...) Daech a reçu notre message et a rapidement écarté ses forces de cette zone »*.²⁹

L'association européenne pour la liberté de l'Irak, une ONG basée à Bruxelles, a transmis le 17 novembre 2014 le rapport suivant au Conseil de sécurité des Nations-Unies : *« A travers sa propagande à l'étranger et ses lobbys occidentaux, l'Iran prétend être sur la même ligne que la coalition anti Daech. Mais en même temps, le commandant de la Force Qods, Ghassem Soleimani, continue à rappeler aux milices chiïtes en Irak, comme Assaeb ahl al-Hagh et Kataeb que l'ennemi principal restent les Etats-Unis : « L'Amérique veut nous pousser à une guerre contre Daech. Nous ne voulons pas tomber dans cette guerre. Ce sont les USA qui sont notre ennemi. »*³⁰

Concernant la confrontation entre les forces iraniennes et Daech en Irak, il est bon de relever que les forces iraniennes ne se sont engagées que dans les zones mixtes chiïtes-sunnites (c'est-à-dire autour de Samara). Contrairement aux autres zones, Daech a rapidement évacué ces régions, et subséquemment, la force Qods et ses milices chiïtes les ont occupées, en y menant des épurations ethniques contre les communautés sunnites locales.

Les politiques sectaires de Téhéran ont pavé la voie à Daech

D'un autre côté, il convient de rappeler que c'est la politique sectaire de Téhéran qui a préparé le terrain au développement de Daech. La politique et les mesures de Téhéran dans ces pays ont été les plus importants facteurs favorisant le développement de Daech en Irak et en Syrie.

En effet, les observateurs et analystes de la région s'accordent à dire qu'en Irak, c'est la répression implacable des sunnites par le gouvernement Maliki – qui poursuivait la stratégie et la politique dictée par Téhéran pour marginaliser les sunnites – qui a pavé le chemin de l'émergence de Daech. Le génocide perpétré par les milices irakiennes téléguidées par Téhéran a empêché ainsi la mobilisation des tribus sunnites modérées pour combattre l'invasion de Daech.

²⁹ Agence de presse officielle iranienne IRNA, 6 janvier 2015.

³⁰ Association européenne pour la liberté en Irak (EIFA), rapport au Conseil de sécurité des Nations-Unies sur la situation en Irak, 17 novembre 2014, <http://www.eu-iraq.org/index.php/press-releases/item/366-report-to-the-un-security-council-on-the-situation-in-iraq>

En Syrie, il est tout à fait clair que le principal facteur qui a rendu possible à Bachar al-Assad de rester au pouvoir c'est le soutien militaire direct de Téhéran à cette dictature. Si les tueries successives de civils par les forces subordonnées au Pasdaran n'avaient pas eu lieu, Daech n'aurait jamais connu cette croissance fulgurante en Syrie. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré le 14 janvier 2015 que c'est l'Iran qui a fourni à Bachar Assad la machine de guerre, l'argent et les troupes sur le terrain pour commettre les massacres.

Dans l'un des paradoxes les plus invraisemblables au Moyen-Orient, confirmé par de nombreux individus directement impliqués à l'époque, c'est le régime de Bachar Assad qui a indirectement ouvert la voie à la création et au développement de ce groupe sous l'incitation de Téhéran. Le but était de repousser une intervention internationale en Syrie au lendemain de plusieurs attaques chimiques contre la population. En outre, dans un accord de collaboration tacite entre cette entité et le régime d'Assad, plusieurs milliers de membres de l'opposition démocratique syrienne ont été assassinés par Daech.

Iran, Al-Qaïda et leur dénominateur commun

Téhéran ne reconnaît aucune démarcation entre sunnites et chiites dans la poursuite de ses objectifs politiques. Au contraire, il a prévu des organes spécifiques pour attirer et recruter les sunnites. Conformément avec cette stratégie, il n'a jamais hésité à coopérer et à fournir le soutien logistique nécessaire aux fondamentalistes sunnites comme Al-Qaïda et Daech, quand cela servait ses intérêts.

L'appui direct à Al-Qaïda en Irak, notamment en lui fournissant de l'argent et des armes et en lui ouvrant ses frontières, est un fait établi. Au fil des ans, Téhéran a tout fait pour paver la voie à Al-Qaïda. Un grand nombre de ses dirigeants ont fui en Iran en 2001 après la chute des talibans en Afghanistan. Téhéran leur a procuré un refuge et les a graduellement envoyés en Irak et dans d'autres pays arabes pour y fonder des courants intégristes. Nombre de ces individus sont actuellement en Syrie et en Irak pour diriger les groupes extrémistes, notamment Mohsen Fazeli, chef du groupe Khorassan en Syrie, que les Américains considèrent comme un des groupes terroristes les plus dangereux. Après un séjour de plus de 10 ans en Iran, Téhéran l'a envoyé en 2011 en Syrie.

Le New York Times a rapporté le 28 juillet 2011 : « Le Département du Trésor a accusé les autorités iraniennes d'aider Al-Qaïda ». Selon ce rapport, les autorités américaines en sont venues à la conclusion qu'Ezedine Abdel Aziz Khalil, décrit comme « un éminent facilitateur d'Al-Qaïda basée en Iran », opère dans ce pays en vertu d'un accord entre Al-Qaïda et le gouvernement³¹.

La chaîne CNN a rapporté le 11 mars 2013 : « Selon des documents et des officiels américains, outre Abou Ghaïth (Suleiman Abou Ghaïth, gendre d'Oussama Ben Laden et ex-porte-parole d'Al-Qaïda), d'autres membres du cercle intime de Ben Laden installés en Iran, sont notamment le célèbre commandant militaire d'Al-Qaïda, Saïf Al-Adl, ainsi que Saad Ben Laden, le fils aîné du leader d'Al-Qaïda qui a, en quelque sorte, tenu un rôle de leadership dans ce groupe. Pour les cadres d'Al-Qaïda, la vie en Iran était bien plus sûre que celle de leurs congénères au Pakistan, où ils risquaient d'être capturés par les forces pakistanaises au service de la CIA ou frappés par des drones de la CIA. »³²

Dans un article publié le 12 janvier 2015 dans **le quotidien Al-Sharq al-Awsat**, le prince saoudien Turki Faïçal, directeur du *Center of Islamic Studies and Research*, ancien chef des services de Renseignement et

³¹ New York Times, "Treasury Accuses Iran of Aiding Al-Qaeda", 28 juillet 2011.

³² CNN, March 11, 2013.

ambassadeur aux Etats-Unis, a souligné qu'à la suite de l'attaque du 11 septembre 2001 et de l'invasion de l'Afghanistan, le régime iranien a autorisé des leaders d'Al-Qaïda à s'installer en Iran et en Irak où ils ont créé le groupe « Al-Qaïda en Mésopotamie ».³³

Par ailleurs, Seth G. Jones a écrit dans le magazine Foreign Affairs le 29 janvier 2012, qu' « au cours des dernières années Al-Qaïda a subi plusieurs revers en Irak, au Pakistan, au Yémen, dans la corne de l'Afrique et en Afrique du Nord (...) Mais l'arrière-garde du groupe en Iran est restée quasiment intacte au cours de la dernière décennie. En octobre 2001, le gouvernement a envoyé une délégation en Afghanistan pour garantir le passage des cadres du groupe et de leurs familles en Iran (...) En 2002 Al-Qaïda était bien établie en Iran et son 'Conseil d'administration', s'est avéré un organe que Ben Laden a chargé de fournir un soutien stratégique au leader de l'organisation au Pakistan. ». ³⁴ Selon l'analyse de Jones, « le plus inquiétant, c'est qu'il semble que l'Iran soit disposée à étendre ses relations limitées avec Al-Qaïda » ³⁵ et « aujourd'hui l'Iran continue d'être un sanctuaire prisé pour Al-Qaïda ». ³⁶

Le Council of Foreign Affairs a écrit en janvier 2012 : « Les responsables du Renseignement et de la lutte antiterroriste affirment également qu'Al-Qaïda a accru sa coopération dans le domaine de la logistique et de l'entraînement avec le Hezbollah, une milice radicale chiite libanaise soutenue par l'Iran ».³⁷

L'approche de l'Occident dans la recherche d'une solution

Toute stratégie visant à combattre cette menace grandissante doit prévoir d'améliorer les systèmes de sécurité et imposer de nouvelles régulations pour combattre l'extrémisme sur son propre terrain. Mais une solution réelle et globale ne saurait se limiter à ces mesures. Si cette stratégie se borne à une campagne militaire et de renseignements, elle n'aura assurément pas de résultat satisfaisant.

En formulant une stratégie, il convient avant tout d'identifier le principal adversaire. Où est son quartier général ? Quels sont sa doctrine et son antithèse ? En omettant de cibler la racine, toute tactique ponctuelle et partielle ne fera qu'exacerber et prolonger le problème.

Les Occidentaux ont fait face à ce défi sous différents aspects depuis le début de la prise du pouvoir des mollahs en Iran. Toutefois, pour diverses raisons, ils n'ont jamais adopté une politique cohérente et à long terme. Ceci a conduit à des politiques qui ont accouché de catastrophes, faisant enfler la crise et compliquant le défi. Chercher des modérés au sein du régime iranien et convaincre Téhéran de cesser son soutien au terrorisme et sa promotion de l'extrémisme à coups des paquets incitatifs et de concessions, ont été la ligne de conduite quasi permanente des politiques américaines et européennes des dernières décennies.

Dans une erreur historique, les États-Unis ont occupé l'Irak en 2003 sans avoir de plan pour l'avenir de ce pays et ont ainsi créé un terreau propice au développement de l'extrémisme. Ceci a constitué une faute mortelle dont le monde aura à subir les conséquences pendant encore plusieurs décennies. Cependant, une sottise plus grave des Américains a été d'avoir largement ouvert les portes de l'Irak à l'ingérence de

³³ Le quotidien arabe Asharq Al-Awsat, 12 janvier 2015.

³⁴ La revue Foreign Affairs : "Al-Qaïda en Iran, pourquoi Téhéran s'accommode du groupe terroriste", sergent G. Jones, 29 janvier 2012.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ibid.

³⁷ Council on Foreign Relations, backgrounder on al-Qaeda, 6 juin 2012.

Téhéran, qui mène le jeu actuellement dans ce pays. Étape par étape, l'Irak a été livré sur un plateau d'argent aux pasdaran.

En janvier 2007, la principale force de l'opposition iranienne, l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), a pourtant révélé une liste contenant les identités de 32 000 individus en Irak percevant un salaire de la Force Qods. Elle a divulgué les détails de leurs missions, leurs numéros de compte bancaire et les montants de leurs salaires. Cela aurait dû avoir l'effet d'un avertissement, mais l'administration américaine a choisi de l'ignorer.³⁸

Cette omission a conduit à un résultat hasardeux : elle a pavé la voie à l'ingérence de l'Iran et à l'extrémisme islamiste dans l'ensemble de la région. Téhéran impose à présent son diktat sur Bagdad, Damas, Beyrouth et Sanaa. Les autorités iraniennes se vantent ostensiblement d'avoir pu assoir l'emprise de la « révolution islamique » sur ces quatre capitales arabes. La domination du régime iranien sur la région, spécialement l'Irak et la Syrie, et les crimes commis par Maliki et Assad dans ces deux pays, ont provoqué la vague d'extrémisme que nous connaissons.

Les récents événements en France, en Belgique et au Danemark illustrent douloureusement la portée de cette calamité qui ne se borne plus au Moyen-Orient. Les attentats des 7 et 9 janvier ont mis en évidence l'incidence de la situation moyen-orientale sur l'émergence du terrorisme en Europe.

La passivité devant les crimes d'Assad, spécialement les bombardements chimiques d'août 2013, le soutien apporté par l'Occident au régime de Nouri Maliki et ses politiques sectaires, la complaisance vis-à-vis de l'ingérence croissante de Téhéran et les crimes de ses milices dans ce pays, sont autant de facteurs qui ont contribué à la désaffectation populaire et nourri la propagande des extrémistes à l'égard de l'Occident. Comme cela a été récemment exprimé par le Président français François Hollande, l'extrémisme n'aurait pu progresser si les occidentaux avaient réagi à temps en 2013 pour stopper la frénésie meurtrière de la guerre en Syrie.

Nouvelle erreur de jugement : miser sur le conflit chiite-sunnite

Avec l'émergence de Daech, surtout après juin 2014 et l'instauration du « califat islamique », la communauté internationale a été mise devant un choix stratégique. Or, au beau milieu de ce chaos, une opinion malavisée a fait surface, postulant que l'extrémisme sunnite étant la principale menace, il est justifié pour l'Occident de s'allier aux extrémistes chiites. Ceux qui défendent cette idée veulent marquer une distinction entre l'extrémisme chiite et sunnite. C'est une ineptie et une erreur de jugement manifeste.

Certains experts considèrent que la principale division entre les musulmans repose dans le conflit qui oppose le sunnisme au chiisme. Or, les fondations théoriques et pratiques des versions intégristes de l'islam, chiite ou sunnite, sont parfaitement identiques. Au centre de leurs programmes réside la création d'un État islamique et l'application de la charia. À cet égard, les querelles chiite-sunnite sont secondaires et ne sont que des mésententes de famille. Chez les islamistes chiites, le « principe du pouvoir absolu du guide suprême », a le même sens que « l'autorité du Calife » chez les intégristes sunnites. Rappelons que Khomeiny a qualifié son régime de « califat islamique ».

³⁸ Associated Press, "L'opposition iranienne affirme que l'Iran a des milliers d'agents en Irak", 26 janvier 2007.

Il est révélateur que cette théorie qui préconise de s'allier aux extrémistes chiites soit véhiculée essentiellement par les mêmes milieux qui encouragent la politique de complaisance avec Téhéran. La même utilisée par les hommes politiques américains et européens qui ont entraîné le monde dans le désastre actuel. Accorder des concessions pour un répit de courte durée, chercher l'unité tactique sans mesurer les conséquences stratégiques, conduira à des préjudices considérables dans la lutte contre l'extrémisme.

Faire de Téhéran un partenaire dans l'état actuel des choses en Irak, est un pari extrêmement dangereux. Cela fournira à la Force Qods le terreau nécessaire pour avancer ses pions et plonger d'autres pays dans le chaos. Les milices chiites inféodées au fascisme religieux au pouvoir en Iran sont aussi cruelles que leurs rivales sunnites et sont une menace bien plus grande pour l'avenir de l'Irak. C'est avec ces milices que les mollahs ont fait de quatre pays arabes le théâtre de leur terrorisme et de leur dévastation.

Entre-temps, l'attitude des occidentaux face aux ambitions de Téhéran pour obtenir l'arme nucléaire a compliqué davantage la situation. De nombreux responsables politiques arguent qu'associer l'Iran à l'avenir de l'Irak, l'incitera à abandonner ses ambitions nucléaires. D'autres mettent en garde qu'écarter les mollahs ajoutera à l'agitation de l'Iran dans la région et aggravera la crise. Cette opinion est soit due à une erreur de jugement, soit à des objectifs politiques spécifiques. En effet, à la lumière de l'expérience récente, il est clair que s'allier à Téhéran en Irak donnera de dangereux leviers aux islamistes iraniens qui ont une conception tranchée de leurs visées expansionnistes dans la région.

Cette politique est le prolongement exact de la même politique de complaisance et d'inertie vis-à-vis de Téhéran. Au cours de la dernière décennie cette politique s'est manifestée dans sa cécité coupable devant les crimes des milices chiites inféodées à l'Iran, et que son indifférence éhontée devant les ingérences dévastatrices de Téhéran dans la région, spécialement en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen. Dans la situation sensible actuelle, cette politique est la recette idéale pour aggraver le désastre.

La conjoncture actuelle s'apparente aux conditions qui ont abouti à la deuxième guerre mondiale en Europe. À la veille de ce drame, quand l'Allemagne nazie fourbissait ses armes, la décision de lui accorder davantage de zone d'influence n'a pas favorisé la paix, mais la guerre à outrance. Un examen des bouleversements de ces dernières années en Irak illustre combien la politique de complaisance est dénuée de fondement et de résultat. En 2003, suite à l'occupation de l'Irak par les États-Unis, la décision de faire de Téhéran un partenaire en Irak a non seulement échoué à apporter la sécurité, la stabilité et la prospérité à ce pays, mais a conduit l'Irak au bord du gouffre.

L'Irak est devenu un tremplin pour le terrorisme et l'intégrisme orchestré par Téhéran. C'est un fait avéré que c'est un gouvernement inféodé à Téhéran, celui de Nouri Maliki, qui a préparé le terrain à l'émergence de Daech. Les États-Unis, dans une autre brillante erreur de jugement, ont cru qu'en donnant une part à Téhéran en Irak, Maliki pourrait satisfaire les intérêts communs des États-Unis et de l'Iran. Mais le constat a été lamentable : Maliki n'a suivi que la politique dictée par Téhéran pour aboutir au chaos actuel.

L'expérience des trois dernières décennies a clairement montré que le laxisme n'est pas la solution. C'est la complaisance à l'égard de l'ingérence de Téhéran et de la politique sectaire de Maliki qui a conduit à la progression de Daech à Mossoul et ailleurs. Sans cette politique erronée, l'islamisme le plus débridé, sous

l'étiquette du sunnisme ou du chiisme, n'aurait pas bouleversé la région, ni sa barbarie atteint les rues de Paris et de Copenhague.

Concernant le régime iranien, il faut savoir que tout signe de flexibilité vis-à-vis du programme nucléaire des pasdaran et toute mesure visant à associer ce régime à la coalition internationale contre Daech en Irak et en Syrie, aura des conséquences graves et irréversibles.

La bonne stratégie pour une solution durable

Dans l'état actuel des choses, le monde doit admettre qu'il est devant le fait accompli. Les ingérences du pouvoir islamiste iranien et les politiques erronées de l'Occident ont provoqué la calamité intégriste dans la région. Des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie et des millions ont été contraintes à l'exil. Le carnage dépasse les frontières du Moyen-Orient et atteint l'Europe.

Une question s'impose : que faire devant l'ampleur du fléau ? Comme cela a déjà été souligné, il ne suffira pas de prendre des mesures sécuritaires. La communauté internationale doit opter pour une politique visant à déraciner l'islamisme à sa racine. Elle doit comprendre, à notre avis, les éléments suivants :

A. Renverser le régime d'Assad : Combattre Daech en Syrie sans renverser Assad ne résoudra pas le problème. Même si on parvient à affaiblir Daech, la tendance en faveur de l'intégrisme islamiste se renforcera ailleurs. Mais en arrêtant la catastrophe qui perdure depuis quatre ans avec 250 000 morts et 10 millions de réfugiés, nous contribuerons à saper les motivations en faveur de l'extrémisme. C'est tout à fait infondé d'affirmer que la chute d'Assad va accroître le terrorisme. Ce n'est qu'une illusion propagée par le régime iranien et ses lobbies. Le renversement d'Assad est un facteur essentiel qui affaiblira Daech et conduira à une baisse rapide des tensions dans la région. L'inquiétude du régime iranien à cet égard est révélatrice, car il sait que la chute d'Assad affaiblira Daech et lui ôtera son alibi. Assad renversé sera un coup dur pour Téhéran et un soulagement pour toute la région.

B. Évincer d'Irak le régime iranien : Combattre Daech en Irak sans saper l'influence du régime iranien et des milices chiites qui lui sont affiliées va permettre à l'intégrisme de s'étendre dans des proportions internationales. La guerre contre l'intégrisme sunnite avec l'aide de sa version chiite est une ineptie avec laquelle les responsables politiques occidentaux ont conduit le monde à la catastrophe actuelle. L'extrémisme sous couvert de l'islam doit être combattu dans son intégralité.

C. Favoriser une interprétation démocratique et tolérante de l'islam : Une étude des divers courants islamiques dans la région nous conduit à considérer que l'organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran est l'antidote nécessaire à l'intégrisme islamiste. Ce représentant d'un Islam des lumières, pluraliste et tolérant, doit être favorisé. Ce n'est pas anodin si ses partisans forment la grande majorité des 120 000 victimes de la torture et des exécutions de la théocratie iranienne. La férocité de la répression en Iran est précisément due au fait que le peuple iranien et ses intellectuels rejettent les dogmes obscurantistes des mollahs qui n'ont rien à voir avec l'islam. Un régime rejeté par sa population et qui impose son pouvoir par la force brute.

Le célèbre orientaliste Bernard Lewis a écrit : « Je suis convaincu que tôt ou tard le régime iranien sera renversé et quelque chose de plus ouvert et plus démocratique émergera dans ce pays (...) La plupart des

Iraniens sont contre le régime et estiment qu'il n'est qu'une aberration historique. Ils ont effectivement raison. »³⁹ Pendant ce temps, en l'absence d'un islam alternatif et authentique, le régime perpétue sa politique funeste hors des frontières iraniennes en instrumentalisant les musulmans et en exploitant leurs convictions religieuses.

D. Soutenir le peuple iranien et sa Résistance : L'ultime solution à l'islamisme c'est le renversement du régime iranien, épicerie du terrorisme islamiste. Les effets du renversement du régime sur le combat contre ce fléau seront colossaux. A l'instar de ce qu'ont été les effets de sa prise de pouvoir en Iran. Dans cette éventualité, non seulement le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen, mais aussi Al-Qaïda et Daech seront partout substantiellement affaiblis. Ils ne seront plus une menace pour la paix et la démocratie et diminueront graduellement en influence pour ne devenir que des groupes isolés et obsolètes. Dans ce cas, la voie s'ouvrira pour l'instauration de la démocratie en Syrie et en Irak, et permettra d'assécher les racines de l'intégrisme islamiste dans le monde.

Annexe

Rappel de deux faits historiques, tiré de l'ouvrage "*Islamic fundamentalism, the new global threat*" (Mohammad Mohadessine, 1997, éd. Seven Locks) :

1 – Le pardon après la prise de la Mecque :

Le 11 décembre 629, alors que le prophète Mohammad est entré triomphalement à la Mecque à la tête d'une immense armée, sa première mesure a été d'amnistier tous les Mecquois qui l'avait cruellement combattu. En outre, il leur a laissé le libre choix de se convertir ou pas à l'islam. Lorsqu'on prend en considération l'animosité avec laquelle les dirigeants mecquois l'avaient accablé et comploté pour anéantir les premiers musulmans, on saisit mieux l'importance de la décision du Prophète. Soulignons aussi un fait révélateur : chacun des versets du Coran commence par cette formule pleine de mansuétude : « *Au nom de Dieu clément et miséricordieux.* »

Par ailleurs, au cours de sa vie, nombreuses ont été les décisions du prophète Mohammad qui ont surpris ses fidèles qui les lui ont parfois reprochées. Notamment cette décision du Prophète, rapportée par les historiens, de signer le traité de paix de Hodaybia, conclu avec les chefs de tribus de la Mecque avant sa conquête.

2 - Les cas des Khavarej, le premier schisme intégriste de l'histoire de l'islam :

La première manifestation d'un courant dogmatique et intolérant dans l'islam a vu le jour avec les Khavarej. Sous le gouvernement d'Ali Ibn-Abitaleb (gendre et cousin du Prophète, premier Imam chiite), un groupe de musulmans s'est révolté contre lui avec pour mot d'ordre : « le jugement n'appartient qu'à Allah ». Ils ont constitué un groupe dogmatique, intolérant et anarchique qu'on appela les Khavarej. Un de ses membres a plus tard assassiné le gendre du Prophète en 661. Les Khavarej ont continué d'exister

³⁹ Interview de Bernard Lewis, Wall Street Journal, "The Tyrannies Are Doomed," 2 avril 2011.

comme une entité active pendant encore deux décennies, avant de disparaître. S'il n'en subsiste plus de trace dans le monde musulman, ce courant mérite toutefois d'être étudié comme un cas d'école. Car, pour la première fois dans l'islam, ce courant a défendu une interprétation profondément dogmatique et intolérante du Coran et de la pratique islamique. Par le slogan « le jugement n'appartient qu'à Dieu », ils affirmaient que la parole de Dieu ne peut pas être sujette à interprétation pour édicter un décret. En effet, ils s'érigeaient contre la vision progressiste et dynamique de l'islam défendue par Ali. Par ailleurs, cette idéologie anarchiste et superficielle n'avait comme seule logique que le tranchant des sabres, faisant des Khavarej un groupe fanatique et terroriste ne pouvant tolérer l'opinion adverse. L'opposition acharnée de ce groupe obscurantiste contre Ali est considérée comme la première confrontation idéologique entre deux interprétations diamétralement opposées de l'islam.

Ali consacrait des journées entières à discuter et argumenter avec les Khavarej et a fini par rallier à sa cause des milliers d'entre eux. Bien qu'il ait été dissout par la suite, la tradition dogmatique et fanatique léguée par ce groupe a laissé des traces indélébiles dans divers courants politiques de l'islam. Le recours à des fatwas et des décrets religieux sous prétexte d'apostasie et d'infidélité a été l'un des instruments utilisés par les intégristes pour étouffer toute modernité et renouveau intellectuel.

Publié par :

Le Comité international pour l'Application de la Justice (ISJ) a été formé en 2008 comme un groupe informel de parlementaires européens pour faire appliquer la justice vis-à-vis de l'opposition démocratique iranienne. En 2014, il a été enregistré comme ONG à but non lucratif à Bruxelles, étendant ses membres au-delà des parlementaires élus, à d'anciens responsables et autres dignitaires intéressés par la promotion des droits humains, de la liberté, de la démocratie, de la paix et de la stabilité. Les campagnes de l'ISJ ont bénéficié du soutien de plus de 4000 parlementaires des deux côtés de l'Atlantique.

Le Président: Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen (1999-2014)

Bureau des conseillers : **Patrick Kennedy**, Congressman (1995-2011); **Günter Verheugen**, Vice-président de la Commission européenne (2004-2010); **Nicole Fontaine**, Présidente du Parlement européen (1999-2002) ; le **général Hugh Shelton**, chef d'état-major des armées américaines (1997-2001); **David Kilgour**, Secrétaire d'Etat canadien (1997-2003) ; **Ingrid Betancourt** ; le **Pr. Raymond Tanter**, Président de *Iran Policy Committee* à Washington ; **Pr. Horst Teltschik**, président de la *Conférence sur la sécurité de Munich* (1999-2008) ; le **colonel Wesley Martin**, officier de l'antiterrorisme de la force de Protection de toutes les forces de la coalition en Irak (2005-2007); le **sénateur Lucio Malan**, questeur du Sénat italien ; **Alessandro Pagano** député italien, Président du *Comité des parlementaires italiens pour un Iran libre* ; **Antonio Razzi**, secrétaire de la commission des Affaires étrangères du Sénat italien ; **Gérard Deprez**, eurodéputé, Président de l'intergroupe parlementaire des *Amis d'un Iran libre* ; **Ryszard Czarnecki**, Vice-président du Parlement européen; **Tunne Kelam**, eurodéputé; **Lord Carlile of Berriew**, QC, Coprésident du *Comité parlementaire britannique pour la liberté en Iran*, ancien examinateur indépendant de la loi anti-terroriste au Royaume uni ; **Lord Clarke of Hampstead**, CBE, ancien président du parti travailliste britannique; **Lord Maginnis of Drumglass**; **Lord Dholakia**, OBE, vice-dirigeant des démocrates libéraux à la Chambre des Lords britannique

International Committee In Search of Justice
(ISJ)
President: Dr. Alejo Vidal-Quadras
Rue d'Arlon 63, B-1040 Bruxelles - Belgique
Tél : +32 2 400 1071
info@isjcommittee.com
www.isjcommittee.com

Ce texte a été traduit en français et diffusé par la FEMO (Fondation d'Etudes pour le Moyen-Orient)



Contact@fondationfemo.com